

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 60

Pouvoirs : 09

CONSEIL DE TERRITOIRE SÉANCE DU 26 MARS 2019 A 20H

Délibération CT2019/03/26-27 –Délégation des dispositifs d'autorisation préalable de mise en location, de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de division à la Ville de Coubron

Rapporteur : Eric SCHLEGEL, 2^{ème} Vice-Président

DATE DE CONVOCATION :

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARTH Franck, BLUTEAU Jean-Michel, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CADORET Henri, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FAUCONNET Jean-Paul, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAEGE Dominique, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, ITZKOVITCH Ivan, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AWAD-SHEHATA Stéphanie, BARRAUD Amélie (pouvoir à CALMEJANE Patrice), BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BOUCHER Martine (pouvoir à ALLEMON Eric), BOURICHA Fayçale, CARBONNELLE Serge, CISSE Mariam, DELORMEAU Christine (pouvoir à TAYEBI Samira), FAUBERT Jacques, FICCA Grégory, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle (pouvoir à AMERICO Michel), MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à MAHEAS Jacques), MANTEL Aurélie, MARTINS Marylise (pouvoir à TESTA Richard), MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à SCHUMACHER Alain), METTEIL Magali (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), PRUDHOMME Gérard (pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), REYGNAUD Marie-Françoise.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Magalie THIBAUT.

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20190326-CT2019-03-26-27-
DE
Date de télétransmission : 04/04/2019
Date de réception préfecture : 04/04/2019

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1612-12, L 2312-1, L 5211-36, L 5219-2 et L 5219-5,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, et en particulier les articles 91,32 et 93 du chapitre 3 de son titre II "Renforcer les outils de lutte contre l'habitat indigne", section 3 "Améliorer la lutte contre les marchands de sommeil et l'habitat indigne",

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant,

VU le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location,

VU les articles L 634-1 à L 635-11 et R 634-1 à R 635-4 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux autorisations préalables de mise en location et déclarations de mise en location,

VU les articles L 111-6-1-1 à L 111-6-1-3 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux règles générales de division,

VU la délibération n°18/064 du conseil municipal en date du 12/12/2018 instaurant pour la commune de Coubron l'autorisation préalable de mise en location, la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de division avec une entrée en application au 1er juillet 2019,

VU l'article L5219-1-II du CGCT et la délibération n°CM2018/12/07/01 du Conseil de la Métropole du Grand Paris sur l'intérêt métropolitain du 7 décembre 2018,

VU l'article 188 de la Loi Elan n°2018/1021 du 23 novembre 2018, qui modifie le titre III du livre VI du code de la construction et de l'habitation,

CONSIDÉRANT que l'EPT Grand Paris Grand Est dispose de la compétence Habitat sur son territoire, dans le cadre de la politique contre le logement insalubre et les marchands de sommeil depuis le 1^{er} janvier 2019,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'obtenir une autorisation préalable de mise en location pour tous les logements de la commune, à l'exception des logements mis en location par un organisme de logement social et ceux faisant l'objet d'une convention prévue à l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation,

CONSIDÉRANT que les services instructeurs de la ville sont plus à même d'instruire les demandes des dispositifs d'autorisation préalable de mise en location, de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de division situées sur son territoire.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

CONSIDÉRANT que la Ville de Coubron a émis par délibération n°19/011 de son conseil municipal du 21 mars 2019 le souhait d'obtenir la délégation des dispositifs d'autorisation préalable de mise en location, de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de division,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE de déléguer à la commune de Coubron la mise en œuvre et le suivi, sur son territoire, des articles L. 634-3 à L. 634-4 s'agissant des zones soumises à déclaration de mise en location et des articles L 111-6-1-1 à L 111-6-1-3 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux règles générales de division s'agissant de l'autorisation préalable de division,

PRECISE que, conformément à l'article 188 de la loi ELAN, le maire de chaque commune délégataire adressera à l'établissement un rapport annuel sur l'exercice de cette délégation des dispositifs d'autorisation préalable de mise en location, de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de division.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 26/03/2019.

Affiché - Notifié le **04 AVR. 2019**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Michel TEULET